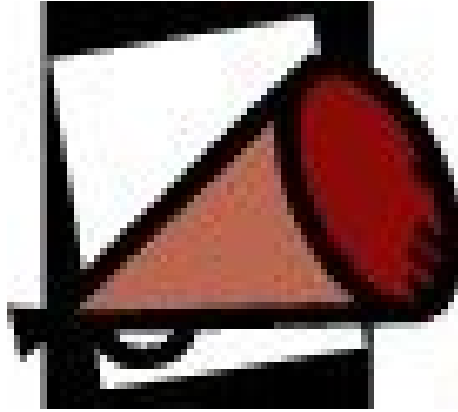


<https://www.pressegauche.org/Europe-CONFLIT-FRANCO-BRITANNIQUE-SUR-LES-LICENCES-DE-PECHE-POST-BREXIT>



# Europe : Conflit franco-britannique sur les licences de pêche post-Brexit

- International - Europe -



Date de mise en ligne : mardi 2 novembre 2021

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Le dossier des licences accordées aux pêcheurs français, empoisonne les relations franco-britanniques. les effets d'une guerre diplomatique se cristallisent au fil des heures. la justice pourrait être saisie, a réagi hier la cheffe de la diplomatie britannique, face aux menaces françaises.**

De Paris,

Omar HADDADOU

### **La ressource maritime, pomme de discorde entre Etats !**

Résolue à défendre la souveraineté britannique post-Brexit, Londres, faisant la part belle aux 6 pays du Golfe, avec 35 milliards d'euros d'échanges commerciaux en 2020, et une étroite fraternelle à son compagnon de route, les Etats-Unis, n'avait aucune contrition à appréhender en quittant, le 31er janvier 2020, une Union européenne fragilisée, après 45 ans de vie commune, riche en rebondissements. Une sortie fracassante que le premier Ministre, Boris Johnson, appelait de tous ses vœux : « *Le plus important est de dire que ce n'est pas une fin, c'est un commencement...* ».

Cette nouvelle ère que la France accuse comme une défection, une estocade signée de la main d'un voisin sur le plan économique, la livre à la quête d'un nouveau marché, fondé sur le principe du gagnant-gagnant. Neuf mois après la rupture entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, le bras de fer au sujet de l'accès aux eaux poissonneuses britanniques, l'interdiction du débarquement des produits de mer français, les décisions instaurant un contrôle douanier, vire aux menaces. Aucune voie de sortie, ne s'est profilée à ce conflit, inscrit dans la durée. 216 licences de pêche auraient été accordées par Londres et Jersey. Insuffisant ! proteste Paris. Il manquerait 50 %. Pour les bateaux de petite envergure, sans équipement moderne, c'est carrément la cale sèche, car ils ne peuvent attester de leur historique de pêche.

Les cris d'alarme ne feront pas plier Londres, attestant « *avoir accordé l'essentiel des licences aux pêcheurs français* ». Dans la foulée des déconvenues attisant le statu- quo, où 75 pêcheurs français travaillant autour de l'île de Jersey se sont vus refuser leur licence de pêche, le leader des Conservateurs anglais et Emmanuel n'ont toujours pas trouvé un terrain d'entente en Italie (Sommet G20) ; et le ton menaçant côté français, fusant de toutes parts, en particulier des représentants de l'UE, n'arrangeait pas les choses : « *Les navires britanniques qui veulent débarquer leurs produits de pêche dans nos ports, ce sera terminé, sauf exception* » déclarait, furibonde, la Secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Clément Beaune, à la radio nationale, et d'ajouter : « *Nous n'aurons aucune tolérance, aucune complaisance ! Et puis nous procédons à des contrôles systématiques, douaniers, vétérinaires, sécurité en mer pour les navires britanniques. On a commencé cette nuit en arraisonnant deux navires qui n'observaient pas les consignes. On ne peut pas être dans un climat de confiance, avec un voisin qui ne respecte pas les règles !* ».

Quant à la Ministre de la mer, Annick Girardin, le propos était aussi tranchant : « *Les sanctions vont tomber !* ».

De quoi nourrir l'escalade, outre - manche. Hier, prenant acte de cette avalanche de rabrouements, la Ministre des affaires étrangère britannique, Liz Truss, est aussitôt montée au créneau, exigeant de la France « *de retirer sous 48 heures ses menaces au sujet des licences de pêches, sous peine de plainte de non-respect de l'accord liant les deux pays* ».

La mise en place de mesures de rétorsion contre la Grande Bretagne, semble converger vers une rupture inéluctable : « *Les Français ont utilisé des menaces totalement déraisonnables, y compris contre les îles anglo-normandes et notre industrie de pêche, et ils doivent retirer ces menaces sinon nous utiliserons les mécanismes de notre accord avec l'UE* » réagissait la cheffe de la Diplomatie britannique.

On espérait un apaisement ce dimanche 31 octobre 2021, à Rome, en marge du G20. Pas de consensus ni d'accord effectif entre Emmanuel Macron et Boris Johnson. La rupture serait-elle déjà consommée ? : « *La balle est dans le camp des Britanniques* » déclarait, lors de cet événement, le dirigeant français, qui aujourd'hui, n'a pas le droit de perdre cette bataille, après celle des sous-marins, émaillée d'une sortie par la petite porte : « *Si les Britanniques ne font aucun mouvement, les mesures du 2 novembre devront se mettre en Place, car ce sera la fin de non- recevoir* ». Et le porte-parole de Boris Johnson de renvoyer la balle : « *C'est au Gouvernement français de favoriser la désescalade, en retirant ses menaces* ».

La bataille des représailles digne de la politique impériale se disputant des ressources, ne fait que commencer. Il est plus aisé d'éteindre un brasier nourri, qu'une rancoeur politique sur fond d'intérêts.

O.H